ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Communications, le 17 mars 1969, d'une demande d'avis sur un projet de loi "sur le camping", a donné le 24 mars 1969 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 17e maart 1969 door de Minister van Verkeerswezen verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "op het kamperen", heeft de 24e maart 1969 het volgend advies gegeven :

Le projet de loi soumis au Conseil d'Etat tend à remplacer la loi du 23 mars 1954 autorisant le Roi à réglementer la pratique du camping dans le but d'assurer, en cette matière, l'hygiène, la sécurité, la tranquillité et la moralité publiques.

Après avoir défini ce qu'il fallait entendre par "camping" au sens de la loi (article 1er), le projet subordonne à la délivrance d'un permis par le collège des bourgmestre et échevins :

1° l'affectation d'un terrain à la pratique du camping (article 2);

2° le morcellement d'un terrain en vue d'en vendre des parcelles destinées à l'installation d'abris mobiles (article 3).

Le Roi détermine :

1° les conditions et la procédure (droits de la défense - recours) selon lesquelles les permis sont accordés, refusés, suspendus ou retirés, en se conformant aux principes énoncés, à cet égard, dans le projet (articles 4 et 5);

2° les règles relatives au classement des terrains de camping en catégories, à l'usage d'un écusson signalant les terrains classés, au respect et à la publicité des prix (article 6, 1° à 3°);

3° les redevances dues par les détenteurs d'un écusson (article 6, 4°);

4° les règlements généraux relatifs au camping sur les terrains qui ne sont pas soumis à permis (article 7).

.../...

Un comité consultatif du camping sera créé par le Roi (article 8).

Le projet prévoit encore des sanctions pénales (article 9) et organise la recherche et la constatation des infractions (articles 10 et 11).

L'article 12 attribue des pouvoirs spéciaux aux inspecteurs d'hygiène en cas d'urgence et de manquement grave aux conditions relatives à l'hygiène publique.

Enfin, le projet charge le Roi d'arrêter les mesures transitoires nécessaires (article 13) et de fixer la date d'entrée en vigueur de la loi (article 15).

*
* *

Articles 1 à 3.

L'exposé des motifs appelle parc résidentiel une agglomération de caravanes.

L'emploi de l'expression "parc résidentiel" est d'autant moins heureux que, dans le vocabulaire usuel des architectes et des urbanistes, elle a une tout autre signification.

Le Conseil d'Etat estime préférable de donner, dans l'article 1er du projet, une définition du morcellement.

.../...

Afin de rassembler, dans un même article, les définitions des notions qui sont à la base de la loi en projet, il est proposé d'insérer, dans l'article 1er, la définition du terrain de camping. Cette méthode a, en outre, l'avantage de simplifier la rédaction des articles 2 et 3.

Compte tenu de ces observations, les articles 1 à 3 seraient rédigés comme suit :

"Article 1er.-

§ 1er. Pour l'application de la présente loi, le camping est l'utilisation, comme moyen de logement, par d'autres personnes que des forains ou des nomades agissant comme tels, de l'un quelconque des abris suivants :

1° tente, caravane, remorque d'habitation ou autre abri analogue ;

2° chalet, bungalow, maisonnette, pavillon ou autre abri qui n'est pas conçu pour servir d'habitation permanente et qui fait partie d'un ensemble d'au moins deux de ces abris édifié sur un même terrain, sans constituer un établissement hôtelier au sens de la loi du 19 février 1963 portant statut d'établissements hôteliers.

§ 2. Pour l'application de la présente loi, est considéré comme terrain de camping, le terrain utilisé d'une manière habituelle ou occasionnelle pour la pratique du camping par plus de dix personnes en même temps ou occupé soit par plus de trois abris prévus au § 1er, 1°, soit par plus de trois abris comprenant au moins deux abris prévus au § 1er, 2°.

.../...

§ 3. Pour l'application de la présente loi, on entend par morcellement la division de la propriété d'un terrain en vue de la pratique du camping au moyen d'abris prévus au § 1er, 1°.

Article 2.-

§ 1er. Sans préjudice de l'application de la loi du 29 mars 1962 organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, nul ne peut, sans un permis préalable écrit du collège des bourgmestre et échevins, utiliser ou laisser utiliser comme terrain de camping le terrain dont il a la jouissance.

§ 2. Le permis n'est pas exigé lorsque, pendant 75 jours par an au maximum, le terrain est affecté à la pratique du camping par un groupe organisé de campeurs placé sous la surveillance d'un ou de plusieurs moniteurs et n'utilisant que des tentes comme abris de camping.

Article 3.-

§ 1er. Nul ne peut exposer en vente ou vendre une parcelle comprise dans un morcellement, si celui-ci n'a pas fait l'objet d'un permis préalable écrit du collège des bourgmestre et échevins.

§ 2. Nul ne peut pratiquer le camping sur une parcelle comprise dans un morcellement, si celui-ci n'a pas fait l'objet du permis prévu au § 1er.

§ 3. Nul ne peut continuer à pratiquer le camping sur une parcelle comprise dans un morcellement ayant fait l'objet du permis prévu au § 1er, si les conditions auxquelles l'octroi de ce permis a été subordonné ne sont plus observées".

.../...

Articles 4 et 5.

A l'article 4, § 1er, il n'est pas exact de dire que les permis sont "refusés, suspendus ou retirés aux conditions ... déterminées par le Roi". Seule la délivrance des permis est soumise à la réalisation des conditions qui seront fixées. Les mots "aux conditions et" doivent dès lors être omis et la rédaction de l'article 5 devra être modifiée en conséquence.

Par ailleurs, il serait plus logique que l'article 5, qui est relatif aux conditions qui pourront être prescrites pour la délivrance des permis, précède l'article 4.

Au § 3, il se recommanderait, afin d'éviter toute équivoque, de préciser que les permis sont délivrés par le collège des bourgmestre et échevins ou par la députation permanente.

A l'alinéa 2 de ce paragraphe, le mot "immédiatement" est dépourvu de portée juridique et doit être omis.

L'article 5 concerne les règlements généraux qui pourront être pris par le Roi.

Le décret des 16-24 août 1790 sur l'organisation judiciaire donne aux autorités communales des pouvoirs de police en ce qui concerne l'hygiène, la tranquillité, la sécurité et la salubrité publiques.

.../...

En permettant au Roi d'intervenir dans ces matières par la voie de règlements généraux, le projet restreint la compétence reconnue aux communes par le décret précité.

Il n'entre pas dans l'intention du Gouvernement de supprimer toute compétence des communes en la matière, mais les règlements que les communes seraient amenées à prendre ne pourront être contraires aux règlements généraux. Il conviendrait que le projet soit explicite à cet égard.

Compte tenu des observations qui précèdent, le texte suivant, qui contient aussi des modifications de pure forme, est proposé pour les articles 4 et 5 :

"Article 4.-

La délivrance des permis visés aux articles 2 et 3 peut être soumise à des conditions à fixer par le Roi.

Ces conditions font l'objet de règlements généraux et ne peuvent concerner que l'hygiène, la tranquillité, la sécurité et la salubrité publiques ainsi que l'aménagement du territoire.

Les alinéas 1er et 2 ne portent pas préjudice aux droits que les lois en vigueur confèrent aux autorités communales. Les règlements communaux ne peuvent toutefois être contraires aux règlements généraux.

.../...

Article 5.-

§ 1er. Les permis prévus aux articles 2 et 3 sont accordés, refusés, suspendus et retirés suivant la procédure déterminée par le Roi.

§ 2. Cette procédure prévoit notamment l'obligation de motiver les décisions de refus, de suspension ou de retrait des permis et l'organisation d'un recours auprès de la députation permanente du conseil provincial.

§ 3. Les permis ne peuvent être délivrés, tant par le collège des bourgmestre et échevins que par la députation permanente du conseil provincial, que sur avis conforme ... (comme au projet, article 4, § 3).

Ils doivent être suspendus ou retirés ... (comme au projet) .

§ 4. Par dérogation aux articles 2 et 3 ... (comme au projet) ".

.../...

Article 6.

Cet article devrait commencer comme suit : "Le Roi détermine".

Au 1° et au 3°, le terrain de camping étant défini à l'article 1er, les mots "visés à l'article 2" doivent être omis.

Article 7.

En ce qui concerne les pouvoirs des communes en la matière, il est renvoyé à l'observation faite à l'article 5.

La rédaction suivante est proposée :

"Article 7.-

Le Roi peut arrêter les règlements généraux relatifs à l'installation et à l'utilisation des abris prévus à l'article 1er, § 1er, 1°, sur les terrains qui ne sont pas soumis à permis en vertu des articles 2 et 3, en vue de faire respecter l'hygiène, la tranquillité, la sécurité, la salubrité et la moralité publiques ainsi que le bon aménagement des lieux.

L'alinéa 1er ne porte pas préjudice aux droits que les lois en vigueur confèrent aux autorités communales. Les règlements communaux ne peuvent toutefois être contraires aux règlements généraux".

.../...

Article 8.

Cet article devrait être rédigé de la manière suivante :

"Article 8.-

Il est institué un comité consultatif du camping dont le Roi fixe la composition et les conditions de fonctionnement.

Ce comité a pour mission de donner :

1° un avis sur tout projet d'arrêté d'exécution de la présente loi ;

2° un avis motivé dans le cas du recours prévu à l'article 6, 1°, alinéa 2".

Article 9.

Au § 1er, les mots "qu'il détermine" doivent être remplacés par "que cet article mentionne".

Article 10.

Selon l'exposé des motifs, par les mots "fonctionnaires et agents de la police communale" le projet entend viser, notamment, les gardes champêtres. Il conviendrait de remplacer les mots "police communale" par les mots "police locale" qui visent et la police communale et la police rurale.

.../...

Article 11.

Cet article gagnerait à être rédigé de la manière suivante :

"Article 11.-

Le droit d'inspecter les terrains soumis à permis en vue de rechercher les infractions à la présente loi et à ses arrêtés d'exécution ne peut s'exercer qu'entre 9 heures et 18 heures".

Article 12.

Il résulte du commentaire réservé, dans l'exposé des motifs, à l'article 11, que l'expression "terrains soumis à permis" n'implique pas nécessairement qu'un permis ait été délivré ni même sollicité. Il suffit que ce permis soit exigé en vertu de la loi.

Les pouvoirs que l'article 12 donne aux inspecteurs d'hygiène pourront donc s'exercer en ce qui concerne des terrains pour lesquels aucun permis n'aura été demandé.

Afin de mieux faire ressortir l'intention du Gouvernement à cet égard, il est proposé de rédiger l'article 12 comme suit :

"Article 12.-

En cas d'urgence et de manquement grave aux conditions qui relèvent de leur compétence, les inspecteurs d'hygiène prennent les mesures nécessaires en vue de faire cesser l'occupation des terrains soumis à permis, le cas échéant avant même que le permis ait été suspendu ou retiré conformément à l'article 4, § 3, alinéa 2.

/ / /

Ils ont notamment le droit d'apposer des scellés et de faire appel à la force publique".

Articles 13 et 14.

L'ordre de ces articles doit, logiquement, être interverti.

Het aan de Raad van State voorgelegde ontwerp van wet strekt tot vervanging van de wet van 23 maart 1954 waarbij de Koning ertoe gemachtigd wordt de beoefening van het kamperen te regelen ten einde op dat gebied de openbare hygiëne, veiligheid, rust en zedelijkheid te verzekeren.

Na te hebben bepaald wat onder "kamperen" in de zin van de wet moet worden verstaan (artikel 1) , stelt het ontwerp dat een vergunning van het college van burgemeester en schepenen nodig is voor :

1° het gebruik van een terrein als kampeerplaats (artikel 2);

2° het verkavelen van een terrein om percelen te verkopen waarop dan verplaatsbare verblijven zouden komen te staan (artikel 3)..

De Koning bepaalt :

1° de voorwaarden en de procedure (rechten van de verdediging - beroep) volgens welke de vergunningen worden verleend, geweigerd, geschorst of ingetrokken, overeenkomstig de daaromtrent in het ontwerp gestelde beginselen (artikelen 4 en 5);

2° de regelen betreffende de indeling van kampeerterreinen in categorieën, het gebruik van een schild om ingedeelde kampeerterreinen aan te duiden, de naleving en de bekendmaking van de prijzen (artikel 6, 1° tot 3°);

3° het bedrag van de heffingen ten laste van houders van een schild (artikel 6, 4°) ;

4° de algemene verordeningen betreffende het kamperen op terreinen waarvoor geen vergunning vereist is (artikel 7).

De Koning zal een "comité van advies voor het kamperen" oprichten (artikel 8).

.../...

Het ontwerp bevat ook strafbepalingen (artikel 9) en regelt de opsporing en vaststelling van overtredingen (artikelen 10 en 11).

Artikel 12 verleent bijzondere bevoegdheden aan de gezondheidsinspecteurs in spoedeisende gevallen en bij ernstige tekortkoming aan de eisen inzake openbare hygiëne.

Ten slotte belast het ontwerp de Koning met het vaststellen van de nodige overgangsmaatregelen (artikel 13) en met het bepalen van de datum waarop de wet in werking treedt (artikel 15).

*
* *

Artikelen 1 tot 3.

De memorie van toelichting noemt "woonpark" een "agglomeratie van caravans".

De term "woonpark" is des te minder goed gekozen, daar hij voor architecten en stedebouwkundigen een heel andere betekenis heeft.

De Raad van State zou liever zien, dat in artikel 1 een begripsomschrijving van "verkaveling" wordt gegeven.

Ten einde de omschrijvingen van de basisbegrippen van de ontwerp-wet in één artikel samen te brengen, wordt voorgesteld in artikel 1 de definitie "kampeerterrein" in te voegen. Meteen wordt voor de artikelen 2 en 3 een eenvoudiger redactie mogelijk.

.../...

Met inachtneming van deze opmerkingen kunnen de artikelen 1 tot 3 als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 1.-

§ 1. Voor de toepassing van deze wet wordt onder kamperen verstaan, het als woongelegenheid gebruiken, door andere personen dan kermisexploitanten of nomaden die als zodanig handelen, van een van de volgende verblijven :

1° tent, caravan, woonaanhangwagen of een ander soortgelijk verblijf ;
2° chalet, bungalow, huisje, paviljoen of een ander verblijf dat niet ontworpen is om als vaste woning te dienen en deel uitmaakt van een geheel van ten minste twee zodanige op een zelfde terrein gebouwde verblijven, zonder een hotelinrichting te vormen in de zin van de wet van 19 februari 1963 houdende statuut van hotelinrichtingen .

§ 2. Voor de toepassing van deze wet wordt als kampeerterrein beschouwd, het terrein waarop gewoonlijk of bij gelegenheid wordt gekampeerd door meer dan tien personen tegelijk, of waarop meer dan drie verblijven staan als bedoeld in § 1, 1°, ofwel meer dan drie verblijven waarvan ten minste twee als bedoeld in § 1, 2°.

§ 3. Voor de toepassing van deze wet wordt onder verkaveling verstaan, de verdeling van de eigendom van een terrein opdat daarop gekampeerd kan worden in verblijven als bedoeld in § 1, 1°.

.../...

Artikel 2.-

§ 1. Onverminderd de toepassing van de wet van 29 maart 1962 houdende organisatie van de ruimtelijke ordening en van de stedebouw, mag niemand zonder voorafgaande schriftelijke vergunning van het college van burgemeester en schepenen het terrein waarvan hij het genot heeft, als kampeerterrein gebruiken of laten gebruiken.

§ 2. Geen vergunning is vereist wanneer op het terrein gedurende ten hoogste 75 dagen per jaar wordt gekampeerd door een georganiseerde groep kampeerders die onder het toezicht van een of meer monitors staan en alleen tenten als kampeerverblijf gebruiken.

Artikel 3.-

§ 1. Niemand mag een in een verkaveling begrepen perceel te koop stellen of verkopen, tenzij voor die verkaveling vooraf een schriftelijke vergunning van het college van burgemeester en schepenen is afgegeven.

§ 2. Niemand mag kamperen op een perceel dat in een verkaveling begrepen is, tenzij voor die verkaveling een vergunning als bedoeld in § 1 is afgegeven.

§ 3. Niemand mag blijven kamperen op een perceel van een verkaveling waarvoor een vergunning als bedoeld in § 1 is afgegeven, indien niet langer voldaan is aan de voorwaarden waaronder die afgifte plaats heeft gehad".

.../...

Artikelen 4 en 5.

In artikel 4, § 1, is het niet juist te zeggen dat de vergunningen worden "geweigerd, geschorst of ingetrokken onder de voorwaarden ... door de Koning vastgesteld". De vast te stellen voorwaarden gelden alleen voor het afgeven van de vergunning. De woorden "onder de voorwaarden en" moeten dus vervallen en de redactie van artikel 5 moet dienovereenkomstig worden gewijzigd.

Het zou logischer zijn de tekst van artikel 5, die betrekking heeft op de voorwaarden welke aan de afgifte van de vergunningen kunnen worden verbonden, vóór artikel 4 te brengen.

Om verwarring te voorkomen, ware het geraden in § 3 nader te bepalen, dat de vergunningen worden afgegeven door het college van burgemeester en schepenen of door de bestendige deputatie.

In het tweede lid van § 3 heeft het woord "onmiddellijk" juridisch gezien geen betekenis. Het dient te vervallen.

Artikel 5 heeft betrekking op de algemene verordeningen welke de Koning zal kunnen vaststellen.

Het decreet van 16-24 augustus 1790 op de rechterlijke organisatie verleent de gemeenteoverheden politiebevoegdheid inzake openbare hygiëne, rust, veiligheid en gezondheid.

.../...

Waar het ontwerp de Koning machtigt om in die aangelegenheden op te treden bij wege van algemene verordeningen, beperkt het de bevoegdheden die dat decreet aan de gemeenten heeft verleend.

Het ligt niet in de bedoeling van de Regering, de gemeenten elke bevoegdheid terzake te ontnemen; maar de verordeningen welke de gemeenten mochten uitvaardigen, zullen niet in strijd mogen komen met de algemene verordeningen. Het ontwerp zou dat uitdrukkelijk moeten stellen.

Met inachtneming van al deze opmerkingen wordt voor de artikelen 4 en 5 de volgende tekst voorgesteld, waarin ook vormwijzigingen zijn opgenomen.

"Artikel 4.-

Aan de afgifte van vergunningen als bedoeld in de artikelen 2 en 3 kunnen voorwaarden worden verbonden die door de Koning worden vastgesteld.

Die voorwaarden worden neergelegd in algemene verordeningen en mogen alleen betrekking hebben op de openbare hygiëne, rust, veiligheid en gezondheid en op de ruimtelijke ordening.

Het bepaalde in het eerste en het tweede lid doet geen afbreuk aan de rechten welke de geldende wetten aan de gemeenteoverheden verlenen. De gemeenteverordeningen mogen echter niet in strijd komen met de algemene verordeningen.

Artikel 5.-

§ 1. Vergunningen als bedoeld in de artikelen 2 en 3 worden verleend, geweigerd, geschorst en ingetrokken volgens de procedure welke de Koning vaststelt.

§ 2. Tot die procedure behoort inzonderheid, dat beslissingen om een vergunning te weigeren, te schorsen of in te trekken, gemotiveerd moeten zijn en dat een beroep bij de bestendige deputatie van de provincieraad wordt georganiseerd.

§ 3. De vergunningen mogen, zowel door het college van burgemeester en schepenen als door de bestendige deputatie van de provincieraad, alleen worden afgegeven op eensluidend advies van de ambtenaren die gemachtigd zijn door de Ministers tot wier bevoegdheid onderscheidenlijk de hygiëne, de stedebouw en de ruimtelijke ordening behoren.

Zij moeten geschorst of ingetrokken worden wanneer volgens het advies van die ambtenaren niet langer voldaan is aan de voorwaarden die tot hun ambtsbevoegdheid behoren.

§ 4. In afwijking van de artikelen 2 en 3 wordt de vergunning afgegeven door de Minister tot wiens bevoegdheid het toerisme behoort, of door zijn gemachtigde, wanneer de aanvraag uitgaat van een administratieve overheid".

Artikel 6.

Dit artikel zou als volgt moeten beginnen : "De Koning bepaalt".

Nu de term "kampeerterrein" omschreven is in artikel 1, moeten de woorden "bedoeld in artikel 2" onder 1° en 3° vervallen.

Artikel 7.

Wat de bevoegdheid van gemeenten in deze aangelegenheid betreft, wordt verwezen naar de opmerking die gemaakt is bij artikel 5.

.../...

Voorgesteld wordt :

"Artikel 7.

De Koning kan de algemene verordeningen vaststellen betreffende de plaatsing en het gebruik van verblijven als bedoeld in artikel 1, § 1, 1°, op terreinen waarvoor krachtens de artikelen 2 en 3 geen vergunning vereist is, ten einde de voorschriften inzake openbare hygiëne, rust, veiligheid, gezondheid en zedelijkheid alsook inzake behoorlijke plaatselijke aanleg in acht te doen nemen.

Het bepaalde in het eerste lid doet geen afbreuk aan de rechten welke de geldende wetten aan de gemeenteoverheden verlenen. De gemeenteverordeningen mogen echter niet in strijd komen met de algemene verordeningen".

Artikel 8.

Dit artikel zou als volgt moeten worden gelezen :

"Artikel 8.

Er wordt een comité van advies voor het kampeerwezen ingesteld, waarvan samenstelling en werkwijze door de Koning worden bepaald.

Dit comité heeft tot taak :

1° advies uit te brengen over alle ontwerpen van besluit tot uitvoering van deze wet;

2° gemotiveerd advies uit te brengen ingeval beroep wordt ingesteld als bedoeld in artikel 6, 1°, tweede lid".

Artikel 9.

Voorgesteld wordt, dit artikel als volgt te lezen :

"§ 1. Met gevangenisstraf van acht dagen tot een maand en met geldboete van zesentwintig frank tot duizend frank, of met een van die straffen alleen wordt gestraft hij die artikel 2, § 1, of artikel 3, § 1, overtreedt of de uitoefening van het recht tot inspectie, door artikel 11 aan de aldaar genoemde ambtenaren toegekend, belemmert.

§ 2. Met gevangenisstraf van een dag tot zeven dagen en met geldboete van een tot vijfentwintig frank, of met een van die straffen alleen wordt gestraft hij die § 2 of § 3 van artikel 3, of de op grond van de artikelen 5 of 7 vastgestelde algemene verordeningen overtreedt of wederrechtelijk houder is van het in artikel 6, 2°, bedoelde schild.

§ 3. Rechtspersonen zijn burgerrechtelijk aansprakelijk voor de betaling van de geldboeten waartoe hun organen of aangestelden veroordeeld worden.

§ 4. Alle bepalingen van boek I van het Strafwetboek, hoofdstuk VII en artikel 85 niet uitgezonderd, zijn toepasselijk op de misdrijven in de §§ 1 en 2 omschreven.

Artikel 85 van dat Wetboek wordt evenwel niet toegepast in geval van herhaling binnen 5 jaar.

§ 5. De misdrijven bedoeld in de §§ 1 en 2 vallen onder de bevoegdheid van de politierechtbank".

Artikel 10.

Volgens de memorie van toelichting zijn onder "de met de gemeentelijke politie belaste ambtenaren en plaatselijke politieagenten" ook de veldwachters begrepen. Men vervange "gemeentelijke politie" door "plaatselijke politie", wat zowel op de gemeentelijke als op de landelijke politie slaat.

Voor het overige leze men dit artikel als volgt :

"Onverminderd de bevoegdheid van de officieren van gerechtelijke politie zijn belast met het opsporen en het vaststellen, bij processen-verbaal die rechtsgeldig zijn tot het tegendeel bewezen is, van de in artikel 4, §§ 1 en 2, bedoelde overtredingen : het personeel van de rijkswacht,de met de plaatselijke politie belaste ambtenaren en beambten en, op aanwijzing van de Minister waaronder zij ressorteren, de ambtenaren en beambten van het Commissariaat-generaal voor toerisme, de gezondheidsinspecteurs, de ambtenaren van het Bestuur van de stedebouw en de ruimtelijke ordening, en de inspecteurs voor lichamelijke opvoeding, sport en openluchtleven.

Die processen-verbaal worden aan de bevoegde ambtenaar van het openbaar ministerie doorgezonden en een afschrift ervan wordt binnen vier werkdagen na de vaststelling van de overtreding gezonden aan de overtreder en aan de minister tot wiens bevoegdheid het toerisme behoort; worden die formaliteiten niet vervuld, dan gelden die processen-verbaal louter als inlichting".

Artikel 11.

Dit artikel zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 11.

Het recht om de terreinen waarvoor een vergunning vereist is, te inspecteren ten einde overtredingen van deze wet en van de besluiten tot uitvoering ervan op te sporen, mag alleen tussen 9 uur en 18 uur worden uitgeoefend".

Artikel 12.

Uit de bespreking van artikel 11 in de memorie van toelichting blijkt, dat de term "terreinen waarvoor een vergunning vereist is" niet noodzakelijk impliceert dat een vergunning afgegeven of zelfs maar gevraagd is. Het is voldoende dat de wet een vergunning eist.

De gezondheidsinspecteurs zullen de hun door artikel 12 verleende bevoegdheid dus ook kunnen uitoefenen op terreinen waarvoor geen vergunning is gevraagd.

Om de bedoeling van de Regering in dat opzicht beter weer te geven, wordt voorgesteld artikel 12 als volgt te lezen :

"Artikel 12.

In spoedeisende gevallen en bij ernstige tekortkoming aan de voorwaarden die tot hun ambtsbevoegdheid behoren, nemen de

.../...

gezondheidsinspecteurs de nodige maatregelen om de terreinen waarvoor een vergunning vereist is, te doen ontruimen, in voorkomend geval zelfs vooraleer de vergunning geschorst of ingetrokken is overeenkomstig artikel 4, § 3, tweede lid.

Zij hebben onder meer het recht om te verzegelen en om een beroep te doen op de openbare macht".

Artikelen 13 en 14.

Deze artikelen zouden van plaats moeten verwisselen.

Artikel 14, dat dan artikel 13 wordt, zou als volgt moeten worden gelezen :

"De wet van 23 maart 1954 waarbij de Koning ertoe gemachtigd wordt de beoefening van het kamperen te regelen ten einde op dat gebied de openbare hygiëne, veiligheid, rust en zedelijkheid te verzekeren, wordt opgeheven".

La chambre était composée de

Messieurs : G. VAN BUNNEN, conseiller d'Etat, président,
le Heren : staatsraad, voorzitter,

J. MASQUELIN, conseillers d'Etat,
Madame : G. CISELET, staatsraden,
Mevrouw :

Messieurs : G. ARONSTEIN, assesseurs de la
le Heren : P. RIGAUX, section de législation,
bijzitters van de
afdeling wetgeving,

G. DE LEUZE, greffier adjoint, greffier.
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. G. VAN BUNNEN.

Le rapport a été présenté par M. J. COOLEN, substitut de l'auditeur général.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) G. DE LEUZE.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. G. VAN BUNNEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. COOLEN, substituut-auditeur-generaal.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) G. VAN BUNNEN.